

INDECOSA-CGT

263, rue de Paris
93516 Montreuil Cedex

Tél. : 01 48 18 84 18
Fax : 01 48 18 84 82

indecosa@cgt.fr
www.indecosa.cgt.fr

Le but de notre association est d'assurer et développer la protection, la formation, l'information et la défense individuelle et collective des intérêts des consommateurs salariés et des locataires ainsi que de mettre en œuvre des actions consoméristes portant des valeurs sociales et environnementales.

Consommateurs : les « dindons de la farce » des mesures gouvernementales !

La reconquête du pouvoir d'achat est l'un des thèmes récurrent du discours du Président de la République. Cependant, les familles ne ressentent aucun changement. Elles estiment même majoritairement que leur pouvoir d'achat continue de baisser.

Sentiment que confirme l'Institut National de la Consommation (INC) dans son journal 60 millions de consommateurs du mois d'août 2010.

Sous l'effet de l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages français recule.

Pour certains postes de dépenses, la facture explose sur un an :

- + 24 % pour le fioul domestique
- + 12 % pour les carburants
- + 9,7 % pour le gaz
- + 3% pour les réparations automobiles
- 14 % pour les fruits et légumes.

Sans compter les dépenses de loyer, d'habillement, d'assurance, des frais d'inscriptions universitaire, etc.

Viennent se greffer les traditionnelles augmentations du 1er juillet :

- + 3 % pour l'électricité
- + 4,7 % pour le gaz naturel
- + 2,5 % pour les billets SNCF
- environ + 3 % pour la RATP
- + 3,5 % pour le timbre Poste

Un ménage sur dix déclare avoir des difficultés à boucler son budget durant l'année. 83% des familles françaises ont le sentiment que la pauvreté augmente en France.

De leur côté, les 20 plus grandes entreprises françaises cumulent au 1er semestre 2010, 78,6 milliards d'euros de trésorerie. Dans le peloton de tête, nous pouvons citer Total avec 14 milliards, GDF Suez avec 9,1 milliards, EADS avec 8,8 milliards. Toutes ces entreprises ont accumulé un trésor de guerre sans précédent en profitant de la crise pour restructurer en masse. Le géant du médicament Sanofi Aventis a enregistré un chiffre d'affaires de 15 milliards au 1er semestre 2010 et licencié à tour de bras en France et dans le Monde.



Pendant ce temps, le gouvernement prétextant une baisse de la note économique française par des agences de notation, entend réduire de 10% les dépenses d'interventions de l'Etat qui comprennent plusieurs aides économiques et sociales dont l'aide au logement, l'emploi des salariés à domicile ou l'allocation adulte handicapé. Le gouvernement s'attaque également à l'assurance vie et aux mutuelles en alourdissant les taxes. La fameuse chasse aux niches fiscales ne se traduit pas par une remise en cause du bouclier fiscal ni celle de la suppression de la taxe professionnelle et l'exonération des heures supplémentaires.

Quant à l'avenir, un français sur cinq redoute que sa pension de retraite ne lui permette plus de mener une vie décente. Il ne faut pas négliger l'évolution de la consommation au regard de l'augmentation de l'espérance de vie. La consommation ne diminue pas avec l'âge. En effet, l'arrivée à la retraite de la génération baby-boom a suscité de profonds bouleversements dans les modes de vie des retraités tant sur les dépenses de santé, de loisirs et voyages, de l'équipement de la maison, etc. Cependant, le gouvernement entend réduire les ressources des retraités en prenant comme prétexte l'allongement de la durée de vie répondant ainsi aux injonctions du monde de la finance.

Face à l'austérité sociale, l'urgence est à l'augmentation des salaires et des pensions.

INDECOSA-CGT propose pour l'amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs :

- De réduire le taux de la TVA pour les produits de première nécessité.
- D'exiger un moratoire sur les impayés face à l'augmentation de la précarité énergétique et du nombre massif de coupures de gaz.
- De geler les loyers.
- De réclamer la transparence dans les relations entre fournisseurs et distributeurs.
- De créer un organisme d'évaluation des relations fournisseurs – distributeurs sous le contrôle du Parlement. Il aurait aussi pour mission le contrôle des prix et le suivi permanent. Il pourrait proposer des dispositions de régulation, voir le blocage temporaire.

Montreuil, le 1er septembre 2010

BULLETIN D'ADHESION A INDECOSA-CGT

Nom : Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Téléphone : Portable : E-mail :

☐ Je fais le choix de me syndiquer CGT et je deviens membre de droit à INDECOSA-CGT (cotisation 1% du salaire net mensuel)

☐ Je demande à être adhérent d'INDECOSA-CGT, cotisation 30€/an,

☐ 50€ avec l'abonnement à 6 numéros d'IN Magazine.

Bulletin à renvoyer à : INDECOSA-CGT – Case 1-1 – 263, rue de Paris – 93516 Montreuil Cedex

Téléphone : 01 48 18 84 18 - Fax : 01 48 18 84 82 - E-mail : indecosa@cgt.fr - www.indecosa.cgt.fr